



SESSION ORDINAIRE 2022-2023

7 JUIN 2023

PARLEMENT DE LA RÉGION  
DE BRUXELLES-CAPITALE

ASSEMBLÉE RÉUNIE DE LA  
COMMISSION COMMUNAUTAIRE  
COMMUNE

PROPOSITION DE MODIFICATION  
DU RÈGLEMENT

relative à l'introduction du principe de  
proportionnalité concernant l'octroi des  
moyens financiers et humains mis à disposition  
des groupes politiques dans le cadre de la  
dotation de fonctionnement

RAPPORT

fait au nom de la commission spéciale  
du Règlement

par M. Pepijn KENNIS (NL)

Ont participé aux travaux de la commission:

*Membres effectifs:* MM. Rachid Madrane, Guy Vanhengel, Vincent De Wolf, Youssef Handichi, Mmes Isabelle Emmery, Anne-Charlotte d'Ursel, M. Marc-Jean Ghysse, Mmes Joëlle Maison, Hilde Sabbe, MM. Ridouane Chahid, John Pitseys, David Leisterh, Emmanuel De Bock, Mme Françoise De Smedt, M. Arnaud Verstraete, Mmes Cielte Van Achter, Carla Dejonghe, MM. Fouad Ahidar, Dominiek Lootens-Stael, Mme Bianca Debaets, MM. Pepijn Kennis, Jan Busselen.

*Voir:*

**Document du Parlement:**

A-94/1-B-18/1 – 2019/2020: Proposition de modification du Règlement.

GEWONE ZITTING 2022-2023

7 JUNI 2023

BRUSSELS  
HOOFDSTEDELIJK PARLEMENT

VERENIGDE VERGADERING  
VAN DE GEMEENSCHAPPELIJKE  
GEMEENSCHAPSCOMMISSIE

VOORSTEL TOT WIJZIGING VAN HET  
REGLEMENT

tot invoering van het beginsel van de  
evenredigheid bij de toekenning van financiële  
en personele middelen voor de politieke fracties  
in het kader van de werkingsdotatie

VERSLAG

uitgebracht namens de bijzondere commissie  
voor het Reglement

door de heer Pepijn KENNIS (NL)

Aan de werkzaamheden van de commissie hebben deelgenomen:

*Vaste leden:* De heren Rachid Madrane, Guy Vanhengel, Vincent De Wolf, Youssef Handichi, mevr. Isabelle Emmery, mevr. Anne-Charlotte d'Ursel, de heer Marc-Jean Ghysse, mevr. Joëlle Maison, mevr. Hilde Sabbe, de heren Ridouane Chahid, John Pitseys, David Leisterh, Emmanuel De Bock, mevr. Françoise De Smedt, de heer Arnaud Verstraete, mevr. Cielte Van Achter, mevr. Carla Dejonghe, de heren Fouad Ahidar, Dominiek Lootens-Stael, mevr. Bianca Debaets, de heren Pepijn Kennis, Jan Busselen.

*Zie:*

**Stuk van het Parlement:**

A-94/1-B-18/1 – 2019/2020: Voorstel tot wijziging van het Reglement.

## I. Introduction

La commission spéciale du Règlement s'est réunie les 8 février et 7 juin 2023 pour examiner une série de propositions de modification du règlement (documents n<sup>os</sup> A-674/1-B-142/1 (2022/2023), A-19/1-B-7/1 (2019/2020), A-94/1-B-18/1 (2019/2020), A-104/1-B-21/1 (2019/2020), A-370/1-B-71/1 (2020/2021), A-371/1-B-106/1 (2020/2021), A-372/1-B-107/1 (2020/2021), 412/1-B-126/1 (2020/2021), A-620/1-B-131/1 (2022/2023)) ainsi qu'une note de discussion (n<sup>o</sup> A-414/1-2020/2021).

Dans l'intervalle, un groupe de travail s'est également réuni à deux reprises, les 8 et 15 mars 2023, afin d'examiner plus en profondeur les différents textes proposés.

## II. Exposé introductif de Mme Anne-Charlotte d'Ursel, première auteure de la proposition de modification du règlement

Mme Anne-Charlotte d'Ursel rappelle que la présente proposition a été introduite en début de législature, pour lancer un débat sur la proportionnalité des moyens humains et budgétaires attribués aux groupes politiques, qui ne sont plus considérés en fonction de leur taille réelle. Il s'agit de refléter le choix des électeurs, ce qui offrirait une plus-value démocratique.

Il en va de même pour le temps de parole : un seul élu doit-il disposer du même temps de parole qu'un groupe politique comptant 15 députés? Est-il normal qu'un groupe politique de 4 personnes puisse déposer deux questions d'actualité, soit autant qu'un groupe de 16 personnes? La Chambre des représentants tient davantage compte de la proportionnalité des groupes politiques pour le temps de parole, et le Parlement wallon en tient compte pour la mise à disposition de personnel. Le Parlement bruxellois a ses spécificités, mais ces dernières ne doivent pas empêcher d'opérer des équilibres plus justes. Il convient de mener ce travail au sein du Bureau.

Vu que la présente législature touche à sa fin, il y aurait lieu d'introduire ce principe pour la prochaine législature, en vue d'une harmonisation avec les autres assemblées.

Les moyens humains et budgétaires relèvent du Bureau. Sous cette législature, une distinction est établie selon qu'un groupe politique compte plus ou moins de 15 députés, mais ce seuil ne se justifie plus dans le contexte actuel. Un débat pourrait être mené au sein d'un groupe de travail sur cette question. Il ferait le lien avec la note de discussion inscrite à l'ordre du jour, qui plaide pour un débat parlementaire plus dynamique.

## I. Inleiding

De bijzondere commissie voor het Reglement kwam op 8 februari en 7 juni 2023 samen om een reeks voorstellen tot wijziging van het reglement (documenten nrs. A-674/1-B-142/1 (2022/2023), A-19/1-B-7/1 (2019/2020), A-94/1-B-18/1 (2019/2020), A-104/1-B-21/1 (2019/2020), A-370/1-B-71/1 (2020/2021), A-371/1-B-106/1 (2020/2021), A-372/1-B-107/1 (2020/2021), 412/1-B-126/1 (2020/2021), A-620/1-B-131/1 (2022/2023)) alsook een discussienota (nr. A-414/1-2020/2021) te bestuderen.

In tussen heeft ook een werkgroep zich tijdens twee bijeenkomsten, op 8 en 15 maart 2023, van naderbij over de verschillende voorgestelde teksten begoten.

## II. Inleidende uiteenzetting van mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel, eerste auteur van het voorstel tot wijziging van het reglement

Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel herinnert eraan dat dit voorstel bij het begin van de zittingsperiode is ingediend om een debat op gang te brengen over de evenredige toekenning van personeel en financiële middelen aan de politieke fracties. Die gebeurt niet langer op basis van hun reële omvang. De bedoeling is de keuze van de kiezer te weerspiegelen, wat vanuit democratisch oogpunt beter is.

Hetzelfde geldt voor de spreektijd: moet één enkele verkozenen evenveel spreektijd krijgen als een fractie van 15 parlementsleden? Is het normaal dat een fractie sowieso twee actualiteitsvragen mag indienen, of ze nu 4 leden telt of 16? In de Kamer van Volksvertegenwoordigers staat de spreektijd meer in verhouding tot de fractiegrootte, en in het Waals Parlement wordt dat criterium gehanteerd voor de toekenning van personeel. Het Brussels Parlement bezit weliswaar specifieke kenmerken, maar die hoeven niet te beletten dat we al die zaken evenwichtiger regelen. Daarover dient het Bureau zich te buigen.

Aangezien deze zittingsperiode stilaan op haar einde loopt, lijkt het aangewezen dit principe in te voeren tegen de volgende zittingsperiode om zo onze manier van werken meer op die van de andere parlementen af te stemmen.

Over personeel en budget beslist het Bureau. Tijdens deze zittingsperiode wordt er een onderscheid gehanteerd tussen fracties van meer of minder dan 15 leden, maar die grenswaarde is achterhaald. Een werkgroep zou hierover een debat kunnen voeren dat zou aansluiten op de geagendeerde discussienota, die voor een dynamischer parlementair debat pleit.

### III. Discussion générale

**Le Premier Vice-Président** fait observer que la proposition de modification du règlement vise uniquement les moyens financiers et humains, et non le temps de parole. Chaque élu doit pouvoir s'exprimer au sein de notre assemblée. Pour les moyens financiers et humains, une plus grande proportionnalité devrait être appliquée, mais en prévoyant leur diminution.

L'orateur rappelle que lorsqu'il a siégé pour la première fois au Parlement, il disposait d'un seul collaborateur à mi-temps. Les députés, moins nombreux qu'aujourd'hui, devaient donc assumer plus de tâches eux-mêmes. Les députés ont également commencé à mi-temps. Il faudra en débattre après les élections, au début de la nouvelle législature.

**Mme Bianca Debaets** constate qu'il y a une volonté de réduire les moyens matériels et humains des petits groupes politiques, mais également leur temps de parole, alors que leur situation est déjà plus compliquée. Ils ne peuvent avoir un représentant dans chaque commission et ont plus de mal à faire connaître leurs prises de position politiques aussi bien dans l'enceinte parlementaire qu'à l'extérieur. Dans une démocratie, chaque élu doit pouvoir disposer de moyens suffisants.

**Mme Françoise De Smedt** se dit ouverte à la discussion, mais estime que la proposition reste vague. Par ailleurs, les règles relatives au temps de parole ne devraient pas être modifiées. Elle se dit favorable à une réduction de la dotation octroyée aux groupes politiques dans leur ensemble. La députée annonce que son groupe s'abstiendra sur la proposition de modification du règlement.

**M. Emmanuel De Bock** affirme que ce débat se répète à chaque début de législature, et qu'il a tendance à s'intensifier en raison du morcellement du paysage politique. Dans le passé, les grands groupes politiques étaient privilégiés, pour lesquels il était jugé normal de consacrer plus de moyens.

L'orateur se dit favorable à l'octroi de moyens pour tous les députés, qu'ils fassent partie d'un groupe politique reconnu ou non. Les plus petits groupes sont surreprésentés, mais ils ne peuvent assister à chaque commission. Il plaide pour défendre les droits des élus en tant que tels, prioritairement aux partis politiques ou aux listes. Il n'est pas rare qu'un parlementaire quitte une formation politique au sein de laquelle il avait été élu. Des dotations ont même été disputées devant les tribunaux. Une telle démarche aurait le mérite de prévenir certains litiges lorsqu'une formation politique réclame des moyens à une autre formation, suite au départ d'un ou plusieurs élus.

**M. Pepijn Kennis** juge important de permettre aux petits groupes politiques de faire leur travail en étant présents en commission et en suivant les débats. Est-ce au seul Parlement de trancher ces questions? Il rappelle qu'il a plaidé pour

### III. Algemene bespreking

**De eerste ondervoorzitter** merkt op dat het voorstel tot wijziging van het reglement enkel betrekking heeft op de financiële middelen en het personeel, niet op de spreektijd. Iedere verkozene moet in ons parlement het woord kunnen nemen. Wat de financiële middelen en het personeel betreft is een grotere proportionaliteit aangewezen, maar moet een vermindering worden nagestreefd.

Hij herinnert eraan dat toen hij voor het eerst zitting had in het parlement, hij over één halftijdse medewerker beschikte. De parlementsleden, die toen met minder waren dan nu, moesten dus meer dingen zelf doen. Ze zijn destijds zelf ook halftijds beginnen werken. We moeten dit bespreken na de verkiezingen, bij het begin van de volgende zittingsperiode.

**Mevrouw Bianca Debaets** stelt vast dat sommigen blijkbaar niet alleen de materiële middelen en het personeel, maar ook de spreektijd van kleine fracties willen beknotten, terwijl die het al moeilijker hebben. Ze hebben geen recht op een vertegenwoordiger in elke commissie en hebben minder mogelijkheden om hun politieke standpunten kenbaar te maken, zowel binnen als buiten het parlement. In een democratie moet elke verkozene over voldoende middelen kunnen beschikken.

**Mevrouw Françoise De Smedt** zegt open te staan voor het debat, maar vindt dat het voorstel vaag blijft. Bovendien mag niet aan de regels omtrent de spreektijd getornd worden. Ze spreekt zich uit voor een beperking van de totale dotatie die aan alle fracties samen wordt toegekend. Ze kondigt aan dat haar fractie zich zal onthouden over het voorstel tot wijziging van het reglement.

**De heer Emmanuel De Bock** wijst erop dat dit debat bij het begin van elke zittingsperiode terugkomt en dat het scherper wordt als gevolg van de versnippering van het politieke landschap. In het verleden werden de grote fracties bevoordeeld en werd het normaal gevonden dat zij meer middelen kregen.

De spreker zegt er voorstander van te zijn dat ieder parlements lid middelen krijgt toegekend, of het nu tot een erkende fractie behoort of niet. De kleinere fracties zijn weliswaar oververtegenwoordigd, maar mogen niet aan elke commissie deelnemen. Hij pleit ervoor de rechten van individuele verkozenen boven die van politieke partijen of lijsten te stellen. Het is niet uitzonderlijk dat een parlements lid de politieke partij waarbinnen het verkozen was, verlaat. Er zijn zelfs al dotaties voor de rechtbank betwist. Zo'n regeling zou als voordeel hebben bepaalde geschillen te voorkomen die ontstaan wanneer een politieke partij geld vordert van een andere naar aanleiding van het vertrek van een of meerdere verkozenen.

**De heer Pepijn Kennis** acht het belangrijk om kleine fracties de kans te geven hun werk te doen door aanwezig te zijn in de commissies en de debatten te volgen. Kan het parlement in zijn eentje over deze kwesties beslissen? Hij

qu'une commission délibérative composée de citoyens tirés au sort s'empare du sujet plus large de la réforme des institutions bruxelloises.

L'orateur renvoie au débat citoyen «We need to talk» qui a traité spécifiquement du financement des partis politiques. La question de la proportionnalité en fonction de l'importance des partis s'est également posée. La sixième recommandation demande d'assurer un équilibre entre les partis politiques, et cet équilibre est considéré comme plus important que le montant de la dotation lui-même. Afin de réaliser cet objectif, le panel citoyen propose que le montant forfaitaire que chaque parti reçoit lorsqu'il a remporté au moins un siège soit augmenté, de façon à réduire les différences entre les petits et les grands partis, et que la partie variable du financement des partis politiques soit dégressive. Cette conclusion va dans le sens opposé à ce qui est défendu par la présente proposition de modification du règlement. Même s'il n'a pas consulté son assemblée citoyenne, l'orateur annonce qu'il ne votera pas en faveur de ce texte.

**M. John Pitseys** n'estime pas justifié d'accorder plus de moyens aux grands groupes politiques, comme par exemple la mise à disposition d'un secrétaire de groupe supplémentaire. Les petits groupes politiques devraient pouvoir disposer de moyens plus que proportionnels pour pouvoir mener leurs activités et suivre l'agenda parlementaire.

Lorsqu'il est question de la proportionnalité des moyens, s'agit-il de les augmenter ou de les diminuer? La discussion n'est pas mûre pour trancher dans un sens ou dans l'autre.

La proposition de modification du règlement ouvre-t-elle aussi la voie à une discussion sur les temps de parole? Le député n'est pas favorable à ce qui est proposé.

**Mme Cielte Van Achter** ne soutiendra pas non plus la proposition, même si elle se dit ouverte à la discussion et à l'analyse des moyens qui sont accordés aux formations politiques. Cet exercice doit être fait avant, et non après les élections, de façon à pouvoir directement assurer un bon fonctionnement de l'institution parlementaire.

La proposition a une portée trop restreinte et fait preuve d'un parti pris, sans tenir compte des équilibres notamment entre groupes francophones et néerlandophones. Le débat doit avoir une portée plus large: les moyens mis à disposition sont-ils utilisés à bon escient? Sont-ils bien répartis, y a-t-il lieu de les maintenir en l'état, de les augmenter, de les réduire? Comment assurer un fonctionnement optimal du Parlement?

**M. Vincent De Wolf** affirme que les députés néerlandophones, au nombre de 17, sont surreprésentés au sein du Parlement bruxellois. Avoir le même poids politique, pour un groupe politique composé d'une seule personne, qu'un groupe politique composé de 20 personnes, est-ce démocratique? Très peu de personnes d'un grand groupe

herinnert aan zijn pleidooi voor de oprichting van een overlegcommissie met bij loting gekozen burgers die zich zou buigen over een brede hervorming van de Brusselse instellingen.

De spreker verwijst naar het burgerdebat "We need to talk", dat specifiek ging over de financiering van de politieke partijen. De kwestie van de proportionaliteit op basis van de partijgrootte kwam daar ook aan bod. De zesde aanbeveling vraagt om te waken over een evenwicht tussen de politieke partijen; wat belangrijker wordt geacht dan het bedrag van de dotatie als dusdanig. Om dat evenwicht te bereiken stelt het burgerpanel voor om het forfaitaire bedrag dat elke partij ontvangt zodra ze minimaal één zetel behaalt, te verhogen, zodat het verschil tussen kleine en grote partijen afneemt, en om het variabele gedeelte van de partijfinanciering degressief te maken. Die conclusie staat haaks op het voorliggende voorstel tot wijziging van het reglement. Hoewel hij zijn burgerassemblee niet geraadpleegd heeft, kondigt de spreker aan dat hij niet voor deze tekst zal stemmen.

**De heer John Pitseys** ziet geen reden om meer middelen toe te kennen aan grote politieke fracties door bijvoorbeeld een bijkomende fractiesecretaris ter beschikking te stellen. De kleine fracties zouden verhoudingsgewijs over meer middelen moeten beschikken, zodat ze hun activiteiten kunnen uitvoeren en de parlementaire agenda kunnen volgen.

Als er sprake is van een proportionele toekenning van middelen, is het dan de bedoeling die te verhogen of te verlagen? Het debat is niet rijp om te beslissen welke richting dit moet uitgaan.

Zet het voorstel tot wijziging van het reglement ook de deur open naar een debat over de spreektijd? Het parlementslid is geen voorstander van de voorgestelde tekst.

**Mevrouw Cielte Van Achter** zal het voorstel evenmin steunen, ook al staat ze naar eigen zeggen open voor het debat en voor een analyse van de middelen die worden toegekend aan de politieke fracties. Zo'n analyse moet voor en niet na de verkiezingen gebeuren, zodat meteen kan worden gezorgd voor een goede werking van het parlement.

Het voorstel is niet ruim genoeg en geeft blijk van vooringenomenheid. Het gaat voorbij aan het evenwicht tussen met name de Frans- en Nederlandstalige fracties. Het debat moet breder gevoerd worden: worden de toegekende middelen goed gebruikt, worden ze goed verdeeld, kunnen we ze op hetzelfde niveau behouden of moeten we ze verhogen of verlagen? Hoe zorgen we voor een optimale werking van het parlement?

**De heer Vincent De Wolf** stelt dat de 17 Nederlandstalige parlementsliden oververtegenwoordigd zijn in het Brussels Parlement. Is het democratisch dat een fractie die bestaat uit één persoon, evenveel politiek gewicht heeft als een fractie van 20 leden? Door de beperking van de spreektijd kunnen van een grote fractie maar weinig leden het woord nemen: met

peuvent s'exprimer, en raison de la limitation du temps de parole. Si celui-ci est fixé à dix minutes, il n'est pas envisageable que 10 des 20 personnes viennent chacune s'exprimer durant une minute. Un ministre membre de l'actuelle majorité a d'ailleurs déclaré dans la presse qu'il était favorable à une modification de la loi spéciale relative aux institutions bruxelloises en vue de réduire le nombre de parlementaires, et de passer à 10 députés néerlandophones.

**Mme Cieltje Van Achter** répond que 17 députés néerlandophones ont été élus, pas uniquement par des électeurs néerlandophones. La représentation actuelle est indiscutablement correcte. La proposition du ministre de la majorité est de réduire le nombre total de députés bruxellois à 50, donc aussi du côté francophone. C'est un ballon d'essai lancé dans la presse. Au niveau fédéral, il y a une surreprésentation des députés francophones, et beaucoup de groupes politiques sont également présents. Une discussion pourrait être menée afin d'examiner quelles solutions ont été mises en place à ce niveau de pouvoir.

**M. Ridouane Chahid** insiste sur le fait que l'existence de la Région bruxelloise repose sur une série de compromis et d'équilibres, aussi bien politiques que linguistiques. Chaque groupe linguistique a sa place au Parlement, composé de Bruxellois. À la Chambre, les francophones ne sont pas majoritaires. Il convient de préserver ces équilibres institutionnels.

**Le Président** précise que la dotation aux partis politiques ne relève pas du Parlement bruxellois, qui ne connaît que des dotations aux groupes politiques reconnus pour l'ensemble de la législature. 60 % de cette dotation aux groupes politiques doivent être consacrés à du personnel. Il précise par ailleurs que le Parlement bruxellois préside actuellement la Conférence des Présidents, et qu'un groupe de travail a été mis en place en vue de discuter de l'harmonisation des moyens. Le Président fera ultérieurement rapport sur les conclusions de ce groupe de travail.

**Mme Anne-Charlotte d'Ursel** rappelle que sa proposition vise bien les groupes politiques. Ceux-ci bénéficieraient d'une dotation de fonctionnement et disposeraient de moyens en personnel fixés à la proportionnelle par le Bureau. Le texte ne va pas plus loin, même s'il a été question du temps de parole.

#### IV. Discussion des articles et votes

Les articles 1<sup>er</sup> et 2 sont rejetés par 2 voix contre 14 et 3 abstentions.

een spreektijd van tien minuten kun je moeilijk 10 van de 20 leden elk een minuut laten spreken. Een minister van de huidige meerderheid heeft trouwens in de pers verklaard dat hij voorstander is van een wijziging van de bijzondere wet met betrekking tot de Brusselse instellingen om zodoende het aantal parlementsleden te verminderen, waarbij het aantal Nederlandstalige parlementsleden op 10 zou worden gebracht.

**Mevrouw Cieltje Van Achter** antwoordt dat de 17 Nederlandstalige parlementsleden niet enkel door Nederlandstalige kiezers zijn gekozen. De huidige vertegenwoordiging is onmiskenbaar correct. In het voorstel van de genoemde minister van de meerderheid wordt het totale aantal parlementsleden tot 50 teruggebracht, wat dus ook een vermindering inhoudt aan Franstalige kant. Het is een proefballonnetje dat is opgelaten in de pers. Op federaal niveau is er een oververtegenwoordiging van de Franstalige parlementsleden en hebben eveneens vele fracties zitting. Er kan een debat gevoerd worden om te bestuderen welke oplossingen op dat bestuursniveau zijn ingevoerd.

**De heer Ridouane Chahid** benadrukt dat het bestaan van het Brussels Gewest berust op een reeks politieke en taalkundige compromissen en evenwichten. Elke taalgroep heeft zijn plaats in het parlement, dat samengesteld is uit Brusselaars. In de Kamer zijn de Franstaligen niet in de meerderheid. De institutionele evenwichten moeten gehandhaafd worden.

**De voorzitter** wijst erop dat de dotatie aan de politieke partijen niet onder de bevoegdheid van het Brussels Parlement valt. Dat keert enkel dotaties uit aan fracties die erkend zijn voor de hele zittingsperiode. 60% van deze dotatie moet naar personeel gaan. Hij wijst er bovendien op dat het Brussels Parlement momenteel de Conferentie van de Voorzitters van de Parlementaire Assemblees voorziet en dat er een werkgroep is opgericht om de harmonisering van de middelen te bespreken. De voorzitter zal in een later stadium verslag uitbrengen over de conclusies van deze werkgroep.

**Mevrouw Anne-Charlotte d'Ursel** herinnert eraan dat haar voorstel meer bepaald op de politieke fracties gericht is. Die zouden een werkingsdotatie krijgen en beschikken over personeel in verhouding tot hun grootte, op de manier bepaald door het Bureau. Verder gaat de tekst niet, hoewel de kwestie van de spreektijd aan bod is gekomen.

#### IV. Artikelsgewijze bespreking en stemmingen

Artikelen 1 en 2 worden verworpen met 2 stemmen tegen 14 bij 3 onthoudingen

### V. Vote sur l'ensemble de la proposition de modification du règlement

L'ensemble de la proposition de modification du règlement est rejeté par 2 voix contre 14 et 3 abstentions.

– *Confiance est faite au rapporteur pour la rédaction du rapport.*

*Le Rapporteur,*

Pepijn KENNIS

*Le Président,*

Rachid MADRANE

### V. Stemming over het voorstel tot wijziging van het reglement in zijn geheel

Het geheel van het voorstel tot wijziging van het reglement wordt verworpen met 2 stemmen tegen 14 bij 3 onthoudingen.

– *Vertrouwen wordt geschonken aan de rapporteur voor het opstellen van het verslag.*

*De Rapporteur,*

Pepijn KENNIS

*De Voorzitter,*

Rachid MADRANE